Numéro 757 Prix : 5,8 • Juin 2007

La Révolution Prolétarienne

ACTUALITÉ DU SYNDICALISME

REVUE FONDEE PAR
PIERRE MONATTE EN 1925

**Collaborateurs
depuis la création**

Alfred Rosmer ; Robert Louzon
Maurice Chambelland ; Ferdinand Charbit
Roger Hagnauer ; Simone Weil
Albert Camus ; Jean-Paul Finidori
Simon Rubak ; Raymond Guilloré
Gilbert Walusinski ; Marcel Martinet
Roger Lapeyre ; Jean et Josette Cornec
Jacques Reclus ; Nicolas Faucier
Jacques Gallienne ; Robert Debré
Jean-Louis Bureau ; Roger Bossière
Georges Lamizet ; Félix Franc
Marc Rosentaub
Jean Cornec
Jacques Ruffié
Albert Memmi
Pierre Aubery
Paul Heutching
Jacques Faure
Daniel Béresniak
Jacques Simon
Laurent Préziosi
Pierre Roubin
François Lonchampt
Stéphane Julien
Rolland Hénault
Pierre Ajavon
Jacques Demorgon

La Révolution Prolétarienne
Directeur Jean MOREAU
Siège social :
26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
(01 48 87 59 80
Edité par :
Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 •
CCP : 8044 64 Y Paris

Imprimerie « E.P. »
56, rue de Rendez-vous, 75012 PARIS
Commission paritaire n° 0311G87832

1584-2007
Le Banquet des cendres et le filet à thons

29 mai 2007 : les candidats pour les législatives battent la campagne. Le caractère trimestriel de notre RP contraint à mettre entre parenthèses l'analyse de leurs résultats.
Tant mieux, cela permet de voir les choses de plus loin.

Ce jour même, une photographie publiée dans un quotidien témoigne de la banalité du mal : elle montre 27 émigrants de l'Afrique de l'Ouest dont le navire a coulé en Méditerranée. Ils ont survécu, accroché à un filet à thons, remorqué par un navire maltais qui a refusé de les accueillir.

Comment devant ce drame, ne pas relire ce qu'écrivait, en 1584, Giordano Bruno dans ***Le Banquet des cendres*** :
«Nous-mêmes, avec ce qui nous appartient, nous allons et venons, passons et retournons ; il n'est rien de nôtre qui ne nous devienne étranger, rien d'étranger qui ne devienne nôtre. »
L'Europe, en effet, est devenue une forteresse assiégée. Pourquoi, à l'heure de la mondialisation capitaliste, le sentiment d'appartenance – initié par les nantis mais bien vivant aussi chez les exploités – conduit-il à la fois à la peur et au rejet haineux de l'autre ?

Les élections présidentielles ont marqué, avec le soutien de la *vidéocratie*, le succès d'une *réaction néobonapartiste et nationaliste*[1] . Elle a su habilement se parer des vertus conjuguées de la tradition et de la modernité. La question de l'*identité nationale* a été au centre des débats. Des universitaires ont même démissionné de la Cité de l'Histoire de l'immigration pour protester contre l'instauration d'un ministère portant ce nom.

Amin Maalouf, lui, dans un essai brillant paru en 2001, a montré comment les identités – quand elles sont absolutisées et idolâtrées – devenaient meurtrières[2] . Il est urgent de repenser cela pour vérifier combien elles sont, en réalité multiples. C'est pourquoi toute rencontre exige « une adaptation antagoniste » (Jacques Demorgon). Une telle manière de voir exclut tout angélisme mais non pas le souci de justice sociale. Ne faut-il pas, enfin,

dans un domaine qui intéresse diablement la RP, s'interroger… sur l'identité même du socialisme ?
Au-delà d'une vie politique de plus en plus construite comme un spectacle, il demeure, somme toute, promesse d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. La préposition *par* étant la plus importante des trois. Son dessein : assumer à l'échelle internationale la répartition équitable des richesses. Comment imaginer et concevoir, aujourd'hui, cela ?

Jean MOREAU

[1] Pour reprendre la formule de Olivier Duhamel, dans les *Matinées de France-Culture* du 30 mai 2007.
[2] *Les identités meurtrières*, par Amin Maalouf. Ed. Grasset.

D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements 2e trimestre 2007 :
André R. (93), Bobiller Véra (Suisse), Courboulès A. (42), Djourno Edwige (78), Eugénie M. et G. (75), Martinet Kim (91)

Souscriptions 2e trimestre 2007 :
Courboulès A. (42), Djourno Edwige (78), Martinet Kim (91).

« Vivre et penser « mondial » et « global »

1. Mondial, total et global

Les nouvelles technologies de déplacement, d'information et de communication conduisent l'ensemble des pays de la planète à faire monde c'est-à-dire totalité relativement associée. L'emploi fréquent du terme de « mondialisation » a, de ce fait, émergé au début des années cinquante (1). En tout cas dans la langue française car, en Allemagne, on dit *globalisierung* et *globalization* dans l'univers anglo-saxon.

Or, la langue française use aussi du terme « globalisation » et, cela, dès la fin des années soixante (2). Les Français, pragmatiques, l'emploient pour faire écho à son usage international. Le problème est donc celui d'une co-existence des deux termes. Beaucoup n'y voient qu'un doublon. Dans ce cas, la pression idéologique internationale aurait dû éliminer « mondialisation ». Pourtant, le terme résiste et même se prête à maintes évolutions de sens. On est ainsi passé des anti-mondialistes aux alter-mondialistes. On souligne que la mondialisation est, à la fois, un produit et un processus. En participant au processus on peut parvenir à un autre produit.

Or, la globalisation, aussi, est processus et produit. On peut donc contester la globalisation, comme produit, tout en souhaitant la développer comme processus. Les qualificatifs qui lui sont souvent ajoutés définissent ses variantes : la globalisation économique, voire surtout financière, la globalisation informationnelle dont celle de l'écologie.

On peut dire que la mondialisation est plus de l'ordre de la représentation et la globalisation, plus de l'ordre de l'action. C'est avec la globalisation financière mondiale que les États-Unis sont parvenus à répondre aux défis japonais et européens, avec en retombée, l'effondrement de l'URSS mais, aussi, les crises financières asiatiques, brésilienne, mexicaine.

On le constate à propos de « mondialisation » et de « globalisation », le langage est au cœur des grandes mutations de l'histoire humaine. Ainsi, quand on parlait, hier, d'une région, c'était celle d'une nation ; aujourd'hui, une région, c'est une région du monde telle que, par exemple, l'Europe.

Mondialisation et globalisation sont en forte relation. Elles ne font pas double emploi, chacune recèle, au contraire, bien des secrets différents qu'il est important de commencer à lever.

2. Planète et humanité

La mondialisation désigne un processus fort ancien. Elle a commencé dès que les premiers humains quittaient l'Afrique pour découvrir l'Eurasie puis, plus tard, les Amériques et l'Océanie. La Chine, d'abord plus avancée, ayant finalement renoncé aux grandes navigations, les navigateurs européens allaient découvrir, pour leur compte, les autres continents (3).

Si, au XXe siècle, nous avons franchi un seuil dans la mondialisation, c'est en raison de tout un ensemble de phénomènes convergents.

La seconde Guerre mondiale a concerné tous les continents. Elle s'est même déroulée sur trois et presque quatre d'entre eux. Surtout, par la suite, les déplacements des biens, des personnes, des capitaux, des informations et des communications planétaires ont permis de constituer la planète comme un tout. Certes, concrètement, toutes sortes d'obstacles demeurent mais, au moins virtuellement, tout point de la planète est, en principe, accessible de plus d'une façon. Aujourd'hui, l'existence des satellites rend familière l'image de la planète comme unité objective.

La planète Terre commence à constituer un seul monde que l'on voit et que l'on peut penser en extériorité.

Présente sur la planète, l'humanité bénéficie, indirectement, d'une perception d'elle-même comme totalité culturelle virtuelle, alors que, jusqu'ici, elle n'était totalité que comme espèce naturelle.

De plus, on est passé de la mondialisation spatiale,

concernant la géographie des pays, à la mondialisation temporelle concernant leur histoire. Cette histoire, en se construisant, contribue à la construction de l'humanité. Du moins, si nous sommes capables de comprendre comment les humains peuvent être, en même temps, semblables et différents, dans deux perspectives décisives d'ailleurs liées :

a/ Au coeur des grands secteurs d'activités, les humains sont semblables car ils doivent tous se situer en religion, en politique, en économie, en information ; ils sont différents par la manière dont ils le font.

b/ Au coeur des grandes formes de sociétés, les humains sont semblables par le fait qu'ils sont tous membres d'une société singulière au cœur des autres sociétés ; ils sont différents par la manière dont ils investissent ce différentiel des sociétés humaines.

Grands secteurs d'activités, grandes formes de sociétés, représentent les lieux et moments fondamentaux de la dynamique d'interaction et de construction des individus et des sociétés.

Le problème est d'une difficulté maximale. Il requiert de prendre la mesure des globalisations historiques restreintes qui ont engendré nos grandes formes de sociétés telles que royaumes puis nations.

Ces formes de sociétés résultent de la dynamique antagoniste, concurrentielle, complémentaire des acteurs dans les grands secteurs d'activités religieuses, politiques, économiques, informationnelles. En même temps, la dynamique des sociétés singulières, à travers leurs formes différentes, relance les évolutions des secteurs d'activités.

3. Individus, secteurs d'activités et formes des sociétés

Le terme de « globalisation » est aujourd'hui sans cesse employé car un seuil a été franchi dans la prise en compte ensemble d'un grand nombre de données. Toutefois, hier aussi, il était nécessaire de globaliser pour organiser. Jusqu'ici, l'histoire s'était centrée sur les héros, les généraux, les rois, comme étant les tenants de toute globalisation. La faiblesse de cette conception de l'histoire venait de ce qu'aucune globalisation ne pouvait résulter seulement de l'autorité, du pouvoir, du prestige de grands hommes, si capables soient-ils.

Une nouvelle pensée de l'histoire s'est mise en place à travers de nombreux travaux : de Marx et de Weber (4), à Dumézil (5), et Braudel (6). Leurs études ont montré qu'entre les individus et les sociétés, le lien fondamental de production mutuelle s'effectuait par l'entremise des grands secteurs d'activités.

a/ Dans l'Antiquité, le rôle de la religion est apparu déterminant pour la fondation de pouvoirs royaux et impériaux.

b/ Par la suite, le contexte singulier de la démocratie athénienne, rompant avec les tribus et fondant la décision politique négociée, ont conduit aux analyses de Platon et d'Aristote posant l'homme comme « animal politique ».

c/ Le marxisme, pour sa part, a largement contribué à la conscience de l'importance du secteur économique.

d/ Depuis les contes jusqu'aux inventions des écritures, puis de la philosophie à la méthode techno-expérimentale, et de Gutenberg à l'informatique, le système d'activités de l'information-communication a largement pris sa place (7).

La dynamique de ces grands secteurs d'activités religieuses, politiques, économiques, informationnelles est à l'origine des grandes formes de sociétés successivement dominantes dans le développement de l'histoire humaine.

4. De la globalisation royale-impériale à la globalisation nationale-marchande

L'histoire commence vraiment quand les humains sont sortis des sociétés communautaires-tribales pour fonder les royaumes, puis les empires. Cette première globalisation, à dominante politique, religieuse et militaire, se développa pendant des millénaires.

En Europe, à partir du XIIe siècle, on a eu des lacunes, des insuffisances, des faiblesses dans la constitution ou la reconstitution des royaumes ainsi qu'un affaiblissement de crédibilité de l'Église catholique. Le religieux et le politique se sont, de plus en plus, dissociés. En même temps, dans les cités et les ports marchands de l'Italie, de la Baltique et de la Mer du Nord, s'est progressivement mise en place une nouvelle hiérarchie d'actions, de connaissances, de valeurs, subordonnant le religieux au politique, puis le politique à l'économie et à l'information.

La seconde globalisation s'effectue à travers le passage de la forme royale-impériale à la forme nationale-marchande (8). La hiérarchie en place des secteurs d'activités est affaiblie par trois données convergentes :

a/ discrédit d'une Église catholique infidèle à ses propres idéaux anti-économiques ;

b/ insuffisance d'autorité des pouvoirs politiques incapables d'épargner aux peuples les croisades et les guerres ;

c/ volonté des acteurs de l'économique de s'installer dans les interstices laissés libres pour leurs entreprises techniques et commerciales.

Il ne faut pas concevoir ces évolutions comme linéaires. Elles sont, au contraire, toujours aléatoires, contradictoires. Elles ne font pas se succéder le primat d'un secteur d'activités au primat d'un autre. Elles remanient ensemble tous les secteurs.

Comme Weber l'a montré, si le catholicisme a dû faire une place au protestantisme, c'est parce que celui-ci a su opérer une rééquilibration dans la considération des secteurs d'activités. Le religieux, qui s'était montré trop humain, perdait sa prééminence. Le politique se renforçait et l'économique sortait de la zone de sous-estimation dans laquelle il avait été jusqu'ici maintenu.

La hiérarchie verticale des valeurs royales-impériales, avec au sommet le religieux, puis le politico-militaire et, à la fin, l'économie, basculait à l'horizontal. Mutation fondamentale qui allait conduire à une ré-équi-

libration inverse, l'économie et l'information s'associant pour contrôler le religieux et le politique. C'est cela qui constituait le fondement de la nouvelle globalisation, celle de la nation-marchande.

Le XXe siècle a été un siècle monstrueux. Nombre de sociétés singulières y étaient dans l'incertitude géopolitique. Chacune pouvait croire plus puissant son propre mélange d'atouts impériaux, aidés par le religieux, ou d'atouts nationaux-marchands, aidés par les perspectives démocratiques (9). Le recours à la mobilisation totale et aux violences extrêmes devait trancher.

5. Globalisation économique mondiale

La globalisation économique mondiale s'est mise en place à travers une stratégie de double opposition (10).

D'abord, celle du monde occidental avec l'URSS, la Chine et leurs satellites. Ensuite, celle des sociétés nationales-marchandes entre elles, en particulier dans la Triade « Europe, Etats-Unis, Japon ».

La première opposition mettait en concurrence les sociétés de culture impériale et les nations marchandes démocratiques. Cette opposition conservait une dimension militaire cruciale. La seconde opposition entraînait les grandes nations industrielles-marchandes dans une concurrence économique exacerbée.

La jonction de ces deux phénomènes est d'ailleurs clairement lisible avec l'*Internet*, d'abord militaire mondial, reversé par Al Gore dans le commercial mondial. On peut voir, là, une évolution positive mais, conséquence cruciale d'abord négligée, les déséquilibres de cette concurrence économique exacerbée ont entraîné une double dégradation : celle de l'écologie terrestre et celle des relations inégalitaires des humains entre eux.

C'est à partir de ces manques graves que certains tentent leur propre globalisation pervertie, à travers le terrorisme international.

6. « Globalisation » terroriste

La globalisation terroriste est spatiale, stratégique, historique. Ses opérations sont sans limites à l'échelle mondiale. Sa combinatoire de projets, de méthodes, de moyens est aussi sans limites. Sa conjonction interculturelle est unique, faite de données culturelles séculaires et récentes. Certaines, d'un temps pré-islamique, comme le nomadisme tribal guerrier, se trouvent reconverties dans un terrorisme nomade partisan, sans cesse délocalisé. D'autres puisent dans un islam fondateur d'empires (11). Ces cultures communautaires-tribales ou religieuses-impériales sont toujours recevables par les populations actuelles et disponibles pour ceux qui veulent les utiliser. Dès 1995, Martine Gozlan (12) écrit « L'intégrisme s'appuie, avec un savant machiavélisme, sur un terreau fertile en malheurs divers... Les foules exaspérées ont tout simplement des désirs dont l'absence de réalisation les rend folles. Elles ont faim de pain, de toit, de travail, de sexualité. » C'est sur un tel terreau que s'est mise en place la tentative d'Al-Qaida. Ce n'est pas un hasard si elle l'a fait d'abord dans un pays, l'Afghanistan, en proie aux rivalités des deux grandes puissances d'alors – URSS et Etats-Unis – et dans lequel un islam fanatique tentait d'unifier des tribus, ce que les précédents royaumes n'avaient pas vraiment fait.

À un autre pôle, le réseau Al-Qaida joue sur les données culturelles les plus récentes des sociétés informationnelles-mondiales. Thérèse Delpech (13) met en évidence tels éléments précis de sa conjonction culturelle singulière : « Le réseau Al-Qaida a eu recours à des pratiques *low-tech* (des virements d'argent selon des méthodes ayant cours à Peshawar, par exemple) ou, au contraire, à des pratiques *high-tech* (le cryptage de messages via Internet). Ces deux pratiques ayant en commun d'être imparables. Aucun service de renseignement au monde ne pouvait prétendre les contrer sauf, peut-être, avec une énorme préparation. »

Edgar Morin (14) souligne aussi cela : « Al-Qaida n'a ni centre étatique, ni territoire national, il ignore les frontières, transgresse les Etats, et se ramifie sur le globe; sa puissance financière et sa force armée sont transnationales ». Morin fait aussi le lien entre barbaries antérieures et nouvelles : « Le XXe siècle a vu se nouer l'alliance entre deux barbaries, l'une de destructions et massacres venus du fond des âges historiques, l'autre intérieure à notre civilisation, venue du règne anonyme et glacé de la technique, d'une pensée qui ignore tout ce qui ne relève pas du calcul et du profit. Le terrorisme international met en œuvre une nouvelle alliance entre les deux barbaries. »

7. Pour une globalisation ouverte réduisant les malheurs humains

1/ L'alliance du religieux et du politique s'effectuait à travers des ancrages géohistoriques : Sumer et Babylone, l'Égypte, ses temples et ses pyramides, Jérusalem et son temple plusieurs fois détruit, Constantinople, Rome impériale puis catholique, La Mecque, Médine. Bagdad, Cordoue et bien d'autres lieux aussi célèbres sur tous les continents.

2/ Quand elle substitue la nation industrielle marchande aux royaumes et empires, la seconde globalisation – alliance des acteurs de l'économie et des acteurs de l'information – maintient, encore, un réel ancrage géohistorique. Les nations se découpent la planète comme avaient commencé de le faire les royaumes et les empires (15). Ainsi, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne le feront après l'Espagne et le Portugal.

3/ Pourtant, l'association de l'économie et de l'information s'oriente déjà davantage vers une dimension plus universelle liée à ses bases techniques et scientifiques. Une technique, un théorème, une loi ne sont que secondairement d'un lieu et d'un moment.

4/ Cette dimension universelle s'accroît encore quand la mondialisation met en évidence les multiples

différences des sociétés et de leurs cultures. Prises ainsi globalement, ces différences se relativisent. Leur saisie à distance et la recherche de leur compréhension font ressortir, par contraste, l'universalité de l'espèce humaine présente sur une même planète.

5/ À cet égard, on peut d'ailleurs constater l'importance nouvelle et spécifique de l'informationnel. Comme autrefois, le politique s'était dissocié du religieux, l'informationnel peut-il demain se dissocier de l'économique et l'entraîner à des ajustements et à des corrections dans sa dominance ? On peut y penser en mesurant la force et la continuité des critiques que l'informationnel porte à l'économique actuel. En témoignent nombre d'analystes : Michel Aglietta, Robert Boyer, Michel Albert, René Passet, Paul Krugman, Jacques Sapir, Amartya Sen, Joseph Stiglitz (16) et tant d'autres, d'horizons divers.

6/ L'universel qui est ainsi en cours de production, à partir de l'informationnel scientifique, est cependant contrecarré en partie par l'informationnel médiatique très profondément lié à l'économie.

En effet, les médias se soucient, presque exclusivement et en permanence, des individus dans leur subjectivité singulière et des évènements dans leur succession ininterrompue. L'information se trouve ainsi morcelée à l'infini, émiettée et dispersée. Le temps et la place manquent pour la constitution d'un sens politique et d'un sens éthique. Toute théorie est dénoncée comme n'étant que la caricature d'un réel foisonnant qui, d'avance, déborde tout sens.

7/ La dimension universelle de l'informationnel est donc combattue au cœur même de l'informationnel et en relation à la dominance de l'économique. Or, la dynamique des secteurs est encore plus complexe puisque les acteurs des secteurs religieux et politique affaiblis n'entendent pas avoir dit leur dernier mot. La question est donc celle de savoir si les acteurs de ces deux secteurs sont en mesure de surmonter leurs erreurs passées et de développer leurs atouts qui demeurent. Que l'on pense aux efforts de la démocratie comme à ceux de la laïcisation. Après la conquête des droits politiques, celle des droits économiques se retrouve mise en cause et celle des droits culturels reste incomprise.

Dans cet état de faiblesse, une dégradation du religieux et du politique risque de se poursuivre. Hier, elle s'est clairement manifestée avec les fascismes et le nazisme.

Aujourd'hui, avec le terrorisme international. Le risque est donc bien là en permanence d'un affrontement accru entre les acteurs futuristes et inconscients d'un économique dominant et certains acteurs passéistes exaspérés se maintenant dans les optiques du religieux et du politique en les pervertissant pour maintenir leur force. Il y a là une guerre incomprise des formes de sociétés et des secteurs d'activités. C'est cela qu'Huntington a confondu avec une guerre des civilisations.

8/ La lecture de l'histoire longue, à travers l'analyse sectorielle et sociétale, nous conduit à deux perspectives différentes. Ou bien, la dominance en cours de l'économique suit sa pente. Dans ce cas, ses échecs peuvent susciter toujours davantage de réactions. La conflictualisation du monde pourrait s'accroître encore. Ou bien, l'accroissement des connaissances et des échanges met de plus en plus en évidence que le religieux, le politique, l'économie et l'information sont des dimensions inaliénables et d'ailleurs irréductibles de l'humain. La seule véritable globalisation serait celle qui leur permet de travailler ensemble à leurs évolutions conjointes.

En fait, les deux perspectives sont liées. Les humains n'iront certainement pas directement vers ce travail d'entre-transformation des secteurs d'activités ; du moins, pas sans la répétition d'échecs entraînant, à chaque fois, une grande somme de malheurs.

La lecture sectorielle et sociétale de l'aventure humaine, ici proposée, peut, au mieux, induire une prise de conscience nouvelle, au plan de la connaissance comme au plan de l'éthique. Elle pourrait aider à produire une nouvelle culture peut-être en mesure de diminuer la somme des futurs malheurs.

Jacques DEMORGON

Bibliographie

1/ Rey A., (dir.), ***Dictionnaire culturel en langue française***, « Mondialisation » III., 753.

2/ Rey A., *op.cit.*, « Globalisation », II, p.1365.

3/ ***La Révolution prolétarienne***, n° 755, décembre 2006, « Le comment de l'inégalité au cœur des sociétés et entre elles – De l'événement Dumézil à l'événement Diamond », p.2-4.

4/ Weber M., ***L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme***, Paris, Plon, 1964.

5/ Dumézil G., ***Mythe et épopée***, Paris, Gallimard, 1971-1995.

6/ Braudel F., ***Civilisation matérielle, économie et capitalisme***, Paris, Colin, 1967.

7/ Castells M., ***L'Ère de l'information***, 3 vol., Paris, Fayard, 1999.

8. Demorgon J., ***Critique de l'interculturel. L'horizon de la sociologie***, Économica, 2005.

9/ Todd E., ***L'invention de l'Europe***, Paris, Seuil, 1990.

10/ Demorgon J., ***L'interculturation du monde***, Paris, Économica, 2000.

11/ Demorgon J., ***L'histoire interculturelle des sociétés. Une information monde***, 2e éd., Paris, Économica, 2002.

12/ Gozlan M., ***Pour comprendre l'intégrisme islamique***, Paris, A. Michel, 1995.

13/ Delpech Th., « Face aux nouvelles menaces » – « L'après 11 septembre », Paris, ***Esprit***, nov. 2001.

14/ Morin E., « Société-monde contre terreur-monde », ***Le Monde***, 22.11.2001.VI.

15/ ***La Révolution prolétarienne***, n° 756, mars 2007, J. Demorgon « Comprendre les identités nationales – Construire une Europe des échanges ». p. 3-6.

16/ Stiglitz J. E., ***Quand le capitalisme perd la tête***, Paris, Fayard, 2003.

Chroniques Ouvrières

14. GAUCHE/DROITE

C'est facile, ou plutôt c'était facile, naguère, de se situer sur l'éventail politique. Que Marianne était jolie… autrefois, au temps où chacun, très simplement, très naturellement, très logiquement choisissait son camp grâce à des critères compréhensibles.
Ainsi voter Pour ou Contre le droit de veto du roi, lors de notre République naissante, faisait s'asseoir les représentants du peuple à la gauche, si l'on était contre et, si l'on était pour, à la droite du président de l'Assemblée. Voilà qui était simple comme était facile de distinguer les bras-nus sans culotte des aristos «à la lanterne». Question de vocabulaire dira-t-on.
Or si cette époque n'est plus, cette façon de dire, elle, s'est maintenue dans notre langage politique jusqu'à nos jours mais les raisons de cette classification se sont perdues à tel point qu'elle est jugée «ringarde».
Qui est de gauche, qui est de droite?
On voit maintenant se disputer l'héritage d'un Jaurès emblématique par des «repreneurs» qui ne se sont pas embarrassés du moindre bénéfice d'inventaire. S'ils étaient respectueux de l'homme et de son œuvre ils pourraient déceler toutes les incompatibilités qui existent entre l'humanisme de l'homme de Carmaux et celui dont se réclame l'homme de Neuilly-sur-Seine.
On comprendrait mieux alors pourquoi certains s'affublent d'un faux-nez pour capter des voix et adoptent une «posture» politique qui n'est qu'imposture. Ceci est vrai pour les «extrêmes» à droite où les loups se font bergers mais également pour les «centres» où l'on nie les réalités pour mieux effacer des différences stratégiquement gênantes.
Dans ces chassés-croisés politiciens le «corps électoral» peut se trouver désorienté et faire dans les isoloirs des choix bizarres.
Beaucoup, au vu des résultats, se demandent légitimement si nos concitoyens ne souffrent pas de problèmes de «latéralisation» ou de strabisme divergent.
Une question essentielle peut se poser de façon arithmétique: «Comment des citoyens, doués de sens commun, connaissant, au quotidien, les mêmes difficultés économiques, d'emploi, de sécurité sociale ou individuelle, n'arrivent-ils pas à faire prévaloir la force de leur nombre et des propositions innovantes dont ils sont collectivement porteurs?»
Ne serait-ce pas l'absence de projets conformes à leurs souhaits qui les ferait errer d'une opinion à l'autre pour parvenir à un choix «par défaut»?
Ce n'est un mystère pour personne que, dans le jeu dit démocratique des confrontations plus ou moins idéologiques, les cartes sont «biseautées». Et disons même «nécessairement biseautées» si l'on veut capter des suffrages qui devraient naturellement aller vers le camp adverse.
Biseauter les cartes c'est brouiller le jeu électoral, un jeu auquel nombreux ne voulaient plus participer. S'ils sont revenus en force participer aux élections de 2007 c'est vraisemblablement avec le sentiment de courir un risque: celui d'être trompé, ce qui ne peut, tout compte fait, que les inciter à la vigilance donc à un engagement SAV (comme nous le proposions dans le précédent numéro de la *RP* avant de connaître le verdict des élections).
Résultats qui n'ont fait, d'ailleurs, que nous renforcer dans notre analyse.
Ces élections présidentielles, la machinerie qui s'est mise en route pour «chauffer» l'opinion, les effets d'annonce, l'attirail des promesses que l'on a jeté en pâture aux électeurs, ne peuvent que déconsidérer la technique employée dans le style institué par la Ve République pour assurer la «gouvernance» du pays.
Faut-il condamner nos concitoyens pour sembler admettre, dans leur (courte) majorité, ou en tous cas ne pas sanctionner des agissements que l'on estime moralement condamnables?
Plaidons pour eux, avec mansuétude, les circonstances atténuantes.
Ne sont-ils pas, en effet, soumis dès l'enfance, à une pression permanente qui les conditionne et les enferme dans un système économique qui vit de consommation, de croissance à tout prix, de «pub», de jeux, mais aussi de paillettes, de faux-semblants, sans parler des manipulations intellectuelles qui, TF1 dixit, ont pour but de faire avaler le discours mercantile. Et cela depuis l'épicerie du coin jusqu'aux plus hautes sphères du Spectacle, de la Presse et de la Hiérarchie politique, toutes imbriquées comme on peut le constater actuellement.
Comment, dans ce contexte, ne se laisseraient-ils pas leurrer par les mêmes procédés lorsqu'on les utilise pour leur «vendre» un programme ou un candidat?
On peut le déplorer mais chacun de nous devrait se considérer un peu responsable des effets néfastes sur les comportements collectifs, du moins s'il demeure «inerte» devant l'ampleur de la tâche qu'il faudrait entreprendre pour réformer ces moeurs si bien installées. Il nous faut cependant persévérer dans la construction d'une autre société, celle du «bonheur de vivre» offerte à tous. C'est le vieux rêve de gauche, de la vraie gauche, qu'il faut enfin réaliser.
Mais il est pour cela nécessaire de mettre en mouvement des forces dotées d'un réel pouvoir. Mais où réside le Pouvoir?
Doit-il demeurer, sans partage, entre les mains de ceux qui détiennent la presse, l'argent, et qui gèrent plus ou moins légitimement, voire honnêtement, les budgets publics ou privés, et fabriquent les opinions.
Ou bien doit-il être assuré par les «votants» auxquels, théoriquement du moins, il appartient de droit, de décider des règles, et des lois de la République: en un mot par le peuple comme l'exige une saine conception de la démocratie.
Poser ainsi cette question, c'est y répondre.
Oui, bien sûr, il faut faire en sorte que l'ordre républicain soit respecté dans la distribution des rôles et notamment dans la séparation des pouvoirs.
Il est devenu évident qu'une actualisation c'est-à-dire une «remise à plat» des répartitions qui se sont peu à peu établies entre les responsabilités à assumer est indispensable.
Pour prendre un seul exemple qui doit disposer du droit de décider dans l'entreprise: le patron de «droit divin», les actionnaires, les fonds de pension, les travailleurs…?
A question naïve, réponse simpliste et pour nous évidente: «C'est l'association de tous ceux qui se trouvent impliqués, concernés».
Qui en effet mieux que les intéressés eux-mêmes pourrait piloter les entreprises?
Ce qui implique une coopération entre eux mais dans un rapport de force clairement établi et que tous doivent contractuellement accepter.
Mais on sait combien les détenteurs du pouvoir en place sont peu disposés à partager leurs privilèges économiques.
C'est pourtant cette lutte-là qu'il faut poursuivre, aussi bien dans les urnes que sur les chantiers.
C'est ainsi que le rapport Gauche *vs* Droite peut concrètement retrouver sa véritable si-

gnification. Pour ceux qui seraient tentés de l'oublier, nous nous trouvons confrontés tant pour l'Entreprise que pour l'Etat à un affrontement de deux cultures. Celle du «collectif», du bien commun, de la générosité, de la solidarité et l'autre, celle qui privilégie l'égoïsme, le chacun pour soi, l'exploitation du plus faible....

Le «concert» risque de n'être pas toujours harmonieux mais les travailleurs, leurs syndicats, doivent y participer avec conviction pour défendre des positions que les partis politiques ne peuvent ou ne veulent pas toujours prendre en compte.

Les organisations politiques vivent selon des règles que leurs dictent leurs statuts et les circonstances ce qui les conduit souvent à négliger certains problèmes étrangers à leurs préoccupations habituelles.

Mais tout n'est pas nécessairement figé.

N'y a-t-il pas un mouvement qui se dessinerait actuellement, qui irait dans le sens d'une salutaire révision des dispositifs du combat politique et social? C'est ce que certains récents propos tenus par des responsables inclineraient à penser.

Il y aurait ainsi des «défaites» qui peuvent être utiles. A condition d'en tirer les conclusions pertinentes.

On entend ici ou là développer maintenant des projets de refondation du mouvement socialiste qui croisent notre ligne de recherche unitaire; tel déclare qu'il faut «fédérer tous ceux qui ont intérêt au progrès... en renouant les liens avec les corps intermédiaires, le monde associatif, syndical, les partis socialistes européens...» comme en écho de ce que déclarait Jaurès dans le premier numéro de *L'Humanité* du 18 avril 1904 qu'il présentait comme un «journal en communication constante avec le mouvement ouvrier, syndical et coopératif».

Le vieux rêve unitaire apparaît encore bien présent dans l'opinion des socialistes contemporains qui dans les périodes de «difficultés» retrouvent pour les surmonter les vertus d'une attitude responsable supposant réflexion, travail de recherche et renouvellement de notre pensée collective.

Toutes ces vastes ambitions n'ont de chance d'aboutir que si les hommes qui sont chargés d'en débattre savent oublier, pour un temps, leurs ambitions personnelles, leur ego, leur plan de carrière.

Il est également indispensable qu'ils croient à leur engagement comme à un contrat moral que l'on souscrit avec des mandants que l'on respecte. Autrement dit, il s'agit du bon usage d'un choix civique librement effectué.

Pour toutes ces raisons il faut que le syndicalisme, la mutualité, la coopération, les associations, par la qualité de leurs militants, leurs contacts constants avec les réalités du terrain, retrouvent toute leur place dans le dispositif socialiste.

Il faut enfin que les travailleurs, c'est-à-dire la majorité de notre peuple, appuient résolument un projet de clarification.

Gauche ou Droite, choisis ton camp camarade.

FABER

Des camps pour les vieux !

Les maisons de retraite sont actuellement vivement critiquées par une partie de l'opinion publique. C'est assez nouveau, car jusqu'ici les enfants qui avaient placé leurs parents en maison de retraite se sentaient plus ou moins coupables et ils n'en parlaient pas.

Seulement voilà, la prolifération de ces établissements, le prix ahurissant à payer pour une existence que beaucoup commencent à entrevoir avec, non pas l'espérance de vie, mais l'allongement de la durée de la vie, font que des personnes de 65 ans ou moins sont mises face à la réalité qui les attend.

Je n'insiste pas sur la «pénurie» de personnel qui oblige, par exemple, à attacher les pensionnaires sur leur chaise, et je devrais dire «ligoter», à laisser dans leur solitude des pauvres gens dont l'institution vient reprendre les maigres économies de toute une vie de travail. Il me semble que c'est déjà une chose horrible que d'isoler des êtres humains par tranches d'âge. Et les visites des enfants des écoles aux pensionnaires des maisons de retraite ne font que renforcer l'inhumanité de la chose. Car, maintenant, voici que les vieux se visitent comme des bêtes curieuses dans les zoos. Je suppose qu'on leur demande de rédiger un compte rendu de la journée lorsqu'ils réintègrent leur école. Du moins dans les écoles où l'on rédige encore, car dans beaucoup de cas, les exercices de français imposés par les réformes, font de la composition française une sorte de QCM. (Questionnaire à Choix Multiple). Je n'exagère pas, je sais par expérience qu'un nombre important d'élèves ne savent plus vraiment rédiger. La responsabilité, selon moi, en incombe d'abord au système capitaliste libéral, qui n'a plus besoin de travailleurs qui réfléchissent, et souvent même, plus besoin de travailleurs du tout, devant les ravages causés par l'informatisation dans tous les secteurs de l'économie.

Ce qui demeure le plus révoltant dans cette généralisation des maisons de retraites, c'est qu'il s'agit bien de ghettos, j'irais jusqu'à dire de camps, et, à tout le moins, de lieux d'enfermement, donc de lieux de souffrance. Et cette souffrance est payante ! En somme, devenir vieux, persister dans l'âge, devient un délit, voire un crime, qu'il faut expier par l'argent et par la peine. Observons les choses de plus près.

L'architecture est conçue de telle sorte que la sortie en est aléatoire pour une personne déjà désorientée par un décor qui ne lui est pas familier, en particulier si elle vient d'un village. Je ne citerai pas de nom, mais une Maison de Retraite d'un gros bourg du centre de la France, que je connais, reproduit, en miniature, la «vraie vie» : mini-marché interne, faux bistrot dans lequel on peut obtenir des jus de fruit, cours intérieures pouvant évoquer des places, tandis que les couloirs portent des noms de rues.

Pour sortir de ce labyrinthe, il faut passer devant un guichet qui s'intitule «Accueil». Autrement dit, toute évasion est impossible. Certains pensionnaires (c'est le mot employé partout) sont autorisés à sortir dans la petite ville, mais on sent qu'ils sont sous surveillance. A l'intérieur, les autorités administratives et les animateurs se plaignent : la plupart des vieux ne s'intéressent à rien ! Et pourquoi s'intéresseraient-ils à quelque chose ?

Beaucoup d'ailleurs ont parfaitement compris qu'on les a mis là parce qu'ils étaient devenus non seulement inutiles, mais gênants. Cet exemple est un peu le modèle de nombreux autres établissements. Il existe d'autres formules. Les habitations sont construites comme des cités pavillonnaires, et c'est, effectivement, un moindre mal. Toutefois, cette solution au problème du grand âge est loin d'être satisfaisante. Car, en définitive, ce qui est monstrueux, c'est que le fait d'être vieux soit considéré comme un problème !

Comme si l'être humain n'en était un que durant la courte période où il peut être rentabilisé au travail. Il est grand temps que la révolte contre ce système s'amplifie jusqu'à ce qu'on reconsidère l'ensemble de la société : tous les citoyens ont un rôle à jouer dans la cité.

Rolland HÉNAULT

ELECTIONS VUES D'AILLEURS

On peut dire que les élections présidentielles ont été un succès par le taux de participation des électeurs et la diversité des réactions des media. Mais aux Etats-Unis on s'étonne plutôt qu'on approuve l'engouement pour Sarkozy ainsi que celui de ce dernier pour le modèle américain.

Avec à la tête des Etats-Unis le plus impopulaire des Présidents qu'on y ait connu depuis longtemps on peut croire qu'un Sarkozy, disciple respectueux de l'équipe au pouvoir à Washington, aurait eu peu de chance de se faire élire dans le Nouveau Monde du Canada à la Terre de feu .

Une phrase pourrait résumer le ton général des réactions de l'opinion indépendante dans les deux Amériques: «Qu'est-ce qui a bien pu pousser une majorité en France à se donner un tel Président ?» La gauche américaine s'étonne de la popularité apparente du thème du déclin de la France et des remèdes qui y sont proposés. Comme ceux qui déclinent le thème «travail» qui culpabilise les chômeurs comme des paresseux et des fines bouches. Déterminés à refuser les mirifiques offres d'emploi de patrons en manque main-d'œuvre.

La question est complexe, mais la crise de l'emploi ne résulte certes pas de ceux qui en sont les premières victimes mais bien de la rapidité des changements dans les modes de production et surtout des délocalisations. Le dégrèvement des heures supplémentaires, préconisé par le nouveau Président ne semble guère susceptible d'encourager la création de nouveaux emplois dans les entreprises existantes

Le remède quasi-magique au prétendu déclin de la France serait l'adoption du modèle américain. Or, sur quoi repose la prospérité actuelle des Etats-Unis?

Tout d'abord sur l'importation massive de pétrole et autres matières premières, indispensables pour maintenir leur niveau de vie. Mais aussi par la présence sur leur territoire d'une main-d'œuvre d'immigrants sans papiers peu exigeante, ainsi que l'importation massive de produits fabriqués à bon compte en Asie et ailleurs. Tout cela n'est même pas payé, mais financé par les déficits de la balance des comptes. De plus l'importation de spécialistes en tous genres, éduqués et formés à l'étranger, dispense les Etats-Unis d'établir un système d'éducation publique de qualité ouvert à tous.

La Constitution de la Cinquième République taillée sur mesure pour convenir à la personnalité de Charles de Gaulle accorde au Président de la République, un pouvoir absolu, lorsqu'il dispose dans les deux Chambres, d'une solide majorité. N'est-ce pas un instrument bien dangereux dans les mains d'une personnalité autoritaire, pressée d'agir, se demande-t-on à l'étranger ? En matière de politique européenne et étrangère on peut se demander si Sarkozy mesure bien la distinction entre le souhaitable et le possible. Les décisions dans ces domaines échappent largement aux initiatives nationales, unilatérales. Il ne suffit plus qu'elles soient avalisées par une majorité parlementaire ou même par referendum, remarque-t-on.

On note aussi à l'étranger que l'élection de Sarkozy apporte quelque renfort diplomatique à la politique menée au Proche-Orient par les Etats-Unis et Israël. Mais celle-ci se trompe d'adresse. Car les combats décisifs pour l'avenir ne se livrent plus au Moyen-Orient mais ailleurs, en Asie et en Amérique latine.

Sarkozy est sans doute le premier Président de la République pour qui la Seconde Guerre mondiale est de l'histoire ancienne, sujette à révision. Il prend ses distances à l'égard de ce passé mais veut rassembler autour de lui, et assumer toute l'histoire de l'identité nationale. On croirait même entendre dans certaines de ses déclarations des échos du slogan de la Révolution nationale de Vichy : *« Travail, Famille, Patrie. »*

Ce qui gêne le plus les commentateurs étrangers, surtout en Amérique Latine, c'est que Sarkozy semble faire bon marché de l'héritage de 1789 qui trouve encore tant d'échos dans les pays qui se débarrassent difficilement des séquelles du colonialisme. Il y a quelque chose d´émouvant dans la surprise qu'éprouvent nos correspondants d'Amérique Latine. Marcos Arruda, qui dut à l'exil de survivre au régime des colonels, écrit : *« L'élection française secoue la planète, car ce qui est en jeu c'est un peu de la destinée du monde et pas seulement de la France, pendant les cinq prochaines années… Sarkozy est un politicien à la pensée unique. Sa victoire surprend d'autant plus au pays dont la devise* « Liberté, Egalité, Fraternité » *continue d'inspirer les opprimés du monde entier. Pour le moment Sarkozy déguise son programme par un discours conciliant d'Union nationale. Mais pour lui Unir, c'est unir l'opinion autour de son projet conservateur, néo- libéral, allergique à l'immigration. »*

Plus symptomatique encore la réaction d'un simple lecteur de *La Jornada* le grand journal indépendant que publie l'Université Nationale Automone de Mexico. Ce correspondant s'étonne que Sarkozy ait pu convaincre la majorité absolue des votants de lui faire confiance. Mais, ajoute-t-il, s'ils l'ont fait au pays de la grande Révolution de 1789 c'est qu'il y a peut-être quelque chose de bon pour la France dans son programme (?).

Bien des doutes subsistent sur les intentions et les motivations de l'impétrant. William Pfaff, certainement le plus pertinent et objectif des journalistes américains commentant régulièrement les affaires françaises publia récemment un portrait de Nicolas Sarkozy. On en retiendra ces détails : son enfance fut celle du classique « outsider » fils d'immigrés, Sarkozy confia plus tard qu'il a été formé par les humiliations subies dès son enfance. Pfaff ajoute, *« déployant une énergie phénoménale, dévoré par l'ambition, il pourrait aussi bien être l'homme de la gauche comme de la droite. »* De toute manière on ne commencera à prendre la mesure de Sarkozy qu'après les élections législatives. Que faire si nos appréhensions sont justifiées par ses actes? Si le fatal virage bonapartiste que de Gaulle refusa après mai 68, s'amorce? Il resterait aux Français leur traditionnel recours à la rue, dont les techniques modernes de répression rendent l'efficacité bien aléatoire. Surtout si c'est un ancien Premier Flic de France qui est au pouvoir, celui qui promettait dans son discours d'adieu à ses troupes de ne pas les oublier, s'il ne fait que changer de trottoir, de la Place Beauvau à l'Elysée.

Pierre AUBERY

Nicolas Sarkozy sera-t-il l'homme de la rupture avec la Françafrique ?

Dans notre dernier article intitulé «Les Présidents français passent, la Françafrique demeure» (*RP* N° 756, mars 2007) nous posions la question de savoir ce que fera le prochain Président de la France des relations avec l'Afrique. En ce moment-là, on était en pleine campagne électorale pour la présidentielle.

Maintenant que nous connaissons le nom du nouveau Président français, notre question se fera plus précise et nominative. Monsieur Nicolas Sarkozy sera-t-il l'homme de la continuité ou de la rupture des relations françafricaines? Avant de poursuivre notre réflexion, rappelons ici les propos tenus par le candidat Nicolas Sarkozy en déplacement au Bénin en mars 2006. Il promettait devant les caméras des télévisions béninoises de *«refonder la politique africaine de la France sur des relations transparentes et officielles entre pays démocratiques, de tourner la page des complaisances, des secrets, des ambiguïtés et de cesser de traiter indistinctement avec des démocraties et des dictatures».*

Ces déclarations sonnent d'une part comme un aveu implicite des relations trop personnelles entretenues par presque tous les Présidents français avec des dictateurs du continent noir selon certains. Relations politico-mafieuses, souvent opaques sur fond de captation dolosive des ressources économiques, de corruption et d'amitiés douteuses avec des régimes peu regardants sur la chose démocratique, selon d'autres.

Elles apparaissent, d'autre part, comme une dénonciation sans ambages des pratiques mises en place pendant quatre décennies par l'ancien responsable de la cellule africaine de l'Elysée du Général de Gaulle, Jacques Foccart, et q'auraient perpétué tous les prédécesseurs du Président Sarkozy, sans exception.

Il est vrai qu'à travers ces dénonciations le Président Sarkozy reste égal à lui-même en se positionnant comme un homme de **«rupture»**, du moins, si l'on se fie à ses proclamations d'intention.

Il faudra retenir surtout la double résonance de ces propos sur le continent noir : ils peuvent tout d'abord réjouir les opposants aux dictatures africaines, partisans d'une autre politique de la France et en quête de soutiens extérieurs pour en finir avec les régimes de «*pronunciamento*». Ils sont ensuite de nature à inquiéter certains Chefs d'Etat **«amis de la France»** qui peuvent redouter une réorientation brutale du nouveau Président que ses adversaires disent «imprévisible et changeant». Dans ces conditions, vraie ou fausse rupture? pourrait-on s'interroger.

Si les élections françaises ont passionné les foules et particulièrement les élites africaines ce n'est pas uniquement à cause des liens historiques entre l'ancienne puissance coloniale et ses ex colonies selon la formule consacrée. C'est que les Africains, selon qu'ils appartiennent à l'élite intellectuelle, politique, économique ou à la classe populaire sont particulièrement attentifs aux mesures que prendra le nouveau Président français. Impatients, ils l'attendent sur quelques sujets brûlants parmi d'autres, que je tenterai de résumer ici en quatre points.

Les liens personnels avec certains autocrates africains

S'il y a une pratique essentielle qui a toujours été dénoncée dans la politique étrangère de la France à l'égard des pays africains, notamment francophones, c'est bien celle qui favorise les liens «**trop personnels**» ou **«personnalisés»** entre les Chefs d'Etat français et ceux du continent noir. Illustration récente de ce type de relation: les propos du Président Jacques Chirac qui disait avoir perdu en la personne de l'ancien autocrate feu Gnassingbe Eyadema «un grand ami personnel» passant par pertes et profits les revendications démocratiques du peuple togolais qui a plié pendant 40 ans sous le joug de l'un des régimes les plus autoritaires du continent. On se rappellera également les relations très personnelles entre l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing et feu Empereur Bokassa 1er dont le grotesque sacre d'un autre âge fut encouragé et financé par la France.

C'est dire que depuis Charles de Gaulle jusqu'à Jacques Chirac, en passant par François Mitterrand, les relations entre la France et la plupart des pays d'Afrique Noire se sont toujours résumées à un clientélisme actif fondé sur la seule défense des comptes en Banque des ploutocrates nègres qui n'ont eu de cesse de paupériser leurs peuples, avec la complicité de leurs tuteurs hexagonaux.

Alors, peut-on compter maintenant sur «l'activisme politique» de Nicolas Sarkozy pour initier de nouveaux rapports qui tiennent davantage compte des intérêts des peuples que de ceux des Chefs d'Etat ? Autrement dit, la rupture dont le nouveau Président s'est fait le chantre tout au long de la campagne présidentielle aura-t-elle lieu ? «Vraie ou Fausse rupture?» s'interrogeait tout récemment un journal à grand tirage du continent africain.

Les moins pessimistes accordent un préjugé favorable à Nicolas Sarkozy qui, disent-ils, peut nous surprendre agréablement. N'avait-il pas, contre toute attente, en prenant le contre-pied de l'ancien Président Jacques Chirac, condamné en mai 2005 la fraude électorale dont s'était rendu coupable le fils du «grand ami» de ce dernier, le togolais Faure Nassingbe? Nicolas Sarkozy ira même jusqu'à refuser de rencontrer l'usurpateur de Lomé II en visite à Paris en septembre 2006.

Les plus pessimistes ne voient dans la volonté de rupture du président que pure tactique, à l'instar du discours de l'ancien président François Mitterrand au sommet de La Baule au début des années 80. Après avoir exhorté ses pairs africains à davantage d'ouverture démocratique, le même François Mitterrand avait ensuite revu ses prétentions, trop démocratiques, à la baisse en conseillant à ses amis autocrates «d'aller chacun à son rythme».

Instruits donc par ce précédent, les partisans de la fausse rupture soutiennent que, confronté à *la Realpolitik,* autrement dit à la préservation des intérêts français en Afrique, Nicolas Sarkozy, comme ses prédécesseurs, reviendra à plus ***d'afro-réalisme***. Ceux-ci, comme l'association *Survie*, se sont empressés de dénoncer le premier «faux-pas» du nouveau Président français qui, en recevant «son ami», le très controversé Omar Bongo, Président du Gabon, à peine deux semaines après son élection, a renié les promesses du candidat qui affirmait ne pas mélanger amitié personnelle et amitié officielle.

La politique de l'immigration

Le second sujet brûlant sur lequel est attendu le Président Sarkozy en Afrique est la politique de l'immigration. Le défenseur du principe de «l'immigration choisie ou subie» est revenu depuis sur ses propos en parlant de «l'immigration mieux maîtrisée» dont le socle reposera désormais, sur le durcissement de l'entrée des immigrés en France et en particulier la lutte contre l'immigration clandestine. Ce dispositif est récemment assorti de l'encouragement volontaire au retour dans le pays d'origine contre l'octroi de 6 mille euros net pour une famille de 2 enfants, par exemple.

On se rappellera que certains Chefs d'Etat africains dont le Sénégalais A. Wade, avaient contesté, avec virulence, le concept de «l'immigration choisie» dont ils redoutaient les conséquences nuisibles, quant au pillage des matières grises africaines. On sait que l'ancien ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a dû se rendre auprès de certains chefs d'Etat africains afin de les rassurer.

Par ailleurs, les élites africaines demeurent méfiantes à l'égard du nouveau **ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du co-développemen**t, confié à un proche du Président. Elles ont le sentiment, à tort ou à raison, que ce grand ministère a été créé dans l'unique but de stigmatiser davantage leurs communautés; d'autant qu'elles ressentent avec beaucoup d'amertume la juxtaposition des deux termes «immigration et identité nationale», phraséologie chère à Jean-Marie Le Pen. Même si le terme co-développement vient tempérer les attributions dudit ministère.

Les Africains redoutent à juste titre une certaine «bouc-émissarisation» des immigrés par la droite française depuis les troubles des banlieues en novembre 2005. La radicalisation du discours du candidat Sarkozy pendant la campagne présidentielle de même que ses propos proches des thèses lepénistes ne sont pas de nature à rassurer ni les Africains du continent ni ceux de la diaspora.

Les uns et les autres assurent que ce fils d'immigré qui veut *rendre à la France ce que celle-ci lui a donné*, selon ses propres termes, n'hésitera pas à rivaliser de zèle pour prouver sa loyauté aux Français de souche, au détriment des nouveaux immigrés.

Sans doute, ces derniers se rappellent-ils les propos stigmatisants de Nicolas Sarkozy aux plus forts mouvements des banlieues lorsque celui-ci affirmait que «*les Noirs étaient plus violents que les Arabes*».

Rappelons enfin qu'à l'inverse de certains pays d'Europe comme l'Espagne, l'Italie et la Belgique, le nouveau Président est contre la politique de régularisation massive d'étrangers en France et pour l'adoption d'une politique commune européenne calquée sur le modèle français.

Le déni de la mémoire de l'esclavage et de la colonisation

En remerciant ses électeurs dès son élection à la magistrature suprême le 6 mai dernier, le Président Sarkozy, dans sa première allocution, déclare *en finir avec la repentance qui est une forme de haine de soi et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres*.

Vous avez dit rupture? Non. Car, Nicolas Sarkozy reste dans la continuité d'une idée qui lui est chère : *«le rôle positif de la colonisation française en Afrique du Nord et en Outre-mer»*. (Article 1 de la loi du 23 février 2005)

Depuis, le gouvernement de de Villepin auquel avait collaboré l'ex patron de l'UMP a dû faire marche arrière sur cette question, suite à la fronde d'intellectuels et militants originaires du Maghreb et des anciennes colonies françaises y compris l'Outre-mer.

L'ancien ministre de l'Intérieur a de la suite dans les idées, même si ses propos semblent souvent contradictoires. Il suffit pour s'en convaincre de faire un bref retour sur quelques-uns de ses discours:

«Ceux qui au lieu de se donner du mal pour gagner leur vie préfèrent chercher dans les replis de l'histoire une dette imaginaire que la France aurait contractée à leur égard et qu'à leurs yeux elle n'aurait pas réglée, ceux qui préfèrent attiser la surenchère des mémoires pour exiger une compensation que personne ne leur doit, plutôt que de chercher à s'intégrer par l'effort et le travail …» (réunion publique, Agen, 22 juin 2006)

«Je veux le dire à tous les adeptes de la repentance qui refont l'histoire et qui jugent les gens d'hier sans se soucier des conditions dans lesquelles ils vivaient, ni de ce qu'ils éprouvaient (...). De quel droit demandez-vous aux fils de se repentir des fautes de leurs pères que souvent leurs pères n'ont commises que dans votre imagination…» (Toulon, 7 février 2007).

On ne peut pas être plus clair. Ainsi donc, l'esclavage et la colonisation avec leurs crimes abominables ne seraient que des fautes imaginaires. Les razzias négrières, les pillages et les destructions des peuples et de leurs cultures doivent donc être relégués aux oubliettes du déni de la mémoire de la France esclavagiste, coloniale et néo-coloniale. Cela porte un nom : le négationnisme, puni par la loi française.

Cette occultation du passé noir de la France avait auparavant trouvé un écho favorable auprès de certains faiseurs d'opinion tels que les historiens O. Pétré-Grenouilleau, A. Finkelraut et quelques journalistes du cru, au premier rang desquels Stephen Smith et les autres bien-pensants, autoproclamés spécialistes de l'Afrique. Cette entreprise n'a d'autre but que de déculpabiliser les bourreaux d'hier en

culpabilisant davantage les victimes et leurs descendants, brouillant ainsi le débat sur les Réparations, contrant la Loi Taubira, qui criminalise la traite négrière transatlantique, votée comme on le sait, par une large majorité de l'Assemblée Nationale française. Or, plutôt que d'assumer de manière lucide, honnête et courageuse son histoire comme l'ont déjà fait certaines grandes nations européennes et Etats américains à l'instar de quelques grandes figures politiques et historiques de ce siècle, une partie de la droite française dite «décomplexée», soutenue par quelques archéo-intellectuels préfère s'enfermer dans une sorte d'apologie du crime contre l'humanité et dans une tentative de réhabilitation d'un passé colonial révolu.

Le co-développement fondé sur un partenariat réciproque

« Je veux lancer un appel à tous les Africains pour dire à l'Afrique que nous voulons l'aider à vaincre la maladie, la famine, la pauvreté, à vivre en paix…» avait déclaré le nouveau Président Nicolas Sarkozy, le soir même de son élection. Si certains savent gré au Président nouvellement élu d'avoir pensé à l'Afrique malgré les innombrables chantiers, intérieurs qui l'attendent, d'autres, par contre, lui reprochent de s'enfermer dans les vieux clichés afro-pessimistes, en d'autres termes, le triptyque traditionnel : famine, maladie, guerre. Sur le fond, comme on le constate, la rupture n'est pas encore passée par là. Et il y a de fortes chances que dans le domaine économique le statu quo demeure le point commun entre Nicolas Sarkozy et ses prédécesseurs.

Les Africains qui ne sont pas naïfs savent que Nicolas Sarkozy est l'ami des grands patrons qui l'ont plébiscité le 6 mai 2007. Aussi, osera-t-il – s'interroge un observateur de la vie politique africaine – se désolidariser des *«grands groupes industriels pour qui l'Afrique est importante et qui règlent directement leurs affaires avec les chefs d'Etat concernés – AIR FRANCE, TOTAL, BOUYGUES, LAFARGE, BOLLORE, etc. sont inévitablement demandeurs d'une relation amicale et apaisée entre Paris et les capitales du continent, quitte à fermer les yeux sur certaines pratiques (…)»* Et pourtant, aux yeux de Nicolas Sarkozy, l'Afrique ne serait pas économiquement importante pour la France (cf. discours de Cotonou en 2006). Cette contre-vérité est contredite par des statistiques dignes de foi. **La France exporte plus de 30 milliards d'euros vers l'Afrique (Maghreb inclus) et importe près de 25 milliards avec un solde positif de 5 milliards d'euros en faveur de la France. Par comparaison, la France exporte en Chine pour 8 à 9 milliards d'euros et importe pour plus de 19 milliards, avec un solde négatif de 10 milliards d'euros au détriment de la France.**

C'est dire que l'Afrique, contrairement aux allégations de Nicolas Sarkozy, est plus importante pour la France qui – autre comparaison – perd par an un demi-milliard d'euros sur 2,5 milliards d'exportation avec l'Amérique latine.

On ne peut s'empêcher ici d'ouvrir une parenthèse sur le volumineux document publié par le Comité Français contre la Faim et pour le Développement (CCFD).

Que peut-on y lire ? Que le patrimoine placé à l'étranger par les dictateurs du Sud trouve les faveurs et les complaisances occidentales**. C'est pourquoi plusieurs organisations de la société civile africaine avaient lancé à l'intention des candidats à l'élection présidentielle française, un appel en faveur d'une autre relation entre la France et l'Afrique (*Le Monde* du 13 février 2006). Elles souhaitaient une véritable rupture avec les anciennes pratiques françafricaines et la restitution des biens mal acquis et des avoirs détournés par les dirigeants et leurs complices.**

Le même document souligne que les biens détournés – entre 180 et 200 milliards de dollars – représentent un vrai enjeu de développement.

Dans ces conditions, on se demande si Nicolas Sarkozy aura la volonté de rapatrier les sommes colossales détournées et placées à l'étranger par certains dictateurs soutenus par la France.

Dénoncer ces derniers n'équivaudrait-il pas à faire des révélations sur leurs complices issus de tous les bords politiques en France. Nicolas Sarkozy osera-t-il enfin aller à contre courant des vieilles pratiques mises en place depuis des décennies?

Quant aux Africains, ils appellent de tous leurs vœux un nouveau partenariat intelligent et un véritable co-développement débarrassé de tout clientélisme avec la France, dans l'intérêt bien compris des deux parties. On peut cependant regretter que ces intérêts n'aient souvent servi qu'un seul camp, celui de la France. Il n'est donc guère étonnant que parmi les 10 derniers pays les plus pauvres du monde – désignés par euphémisme les Pays Moins Avancés (PMA) – la plupart fassent partie d'anciennes colonies françaises, situées notamment en Afrique.

Nicolas Sarkozy sera-t-il l'homme de la rupture avec la Françafrique? Telle est la question que nous nous posions au début de cet article. N'a-t-il pas lui-même déjà apporté, en contradiction avec ses prises de position antérieures, une réponse inquiétante à notre question en déclarant toujours à Cotonou en 2006: *« notre relation est spéciale et doit le demeurer»*.

Assurément, par son style, sa manière de bousculer les habitudes, pour ne pas dire son «activisme politique», le nouveau Président de la République française cherchera à imprimer une touche personnelle dans les relations entre son pays et l'Afrique. **Mais, cela suffira-t-il, sur le fond, à rompre radicalement avec les habitudes acquises?**

Dans tous les cas, les populations africaines attendent de la France qu'elle instaure avec leurs pays de nouveaux types de rapports plus sains, fondés sur un partenariat équitable, la dignité et le respect de la quête démocratique des peuples. Mais elles sont surtout conscientes que l'ancienne puissance tutélaire ne viendra pas faire leur bonheur à leur place et qu'après plus de 40 années d'indépendances octroyées, il est temps qu'elles se prennent elles-mêmes en charge.

Lawoetey-Pierre AJAVON
Enseignant-Chercheur à Cayenne

Décroissance et travail

Ce 2e numéro de la revue* Entropia*, du printemps 2007 est consacré au travail. Parmi les auteurs, on trouvera Serge Latouche, Jean-Marie Harribey, André Gorz, Paul Ariès, Charles Piaget, pour ne citer que les plus connus. Les notes de lecture qui suivent ne prétendent pas résumer les articles de la revue, mais seulement faire ressortir les propos qui ont trouvé en moi un écho (que je les fasse miens ou non). Mes commentaires personnels sont en italiques.

Décroissance, plein emploi et sortie de la société travailliste. Serge Latouche

Serge Latouche se demande si la gauche «altermondialiste», qui rêve d'un autre monde possible, va récuser la société travailliste *[pas au sens du parti de gauche anglais, au sens où le travail est une valeur]* et de croissance. Pas sûr. Pour Christophe Ramaux, dans un article de Politis, la réduction du temps de travail ne suffirait pas à restaurer le plein emploi. La nostalgie de l'économie de plein emploi des Trente Glorieuses semble donc l'emporter sur l'idéal de la démocratie écologique. Ramaux propose en effet un plan de la réduction de moitié du chômage en cinq ans et le plein emploi à l'horizon de dix ans, très bien, mais, et là Serge Latouche n'est pas d'accord, en passant par une relance de la consommation des ménages.

Jean-Marie Harribey tente une médiation entre «décroissants» et «relanceurs», et conclut à la nécessité «à long terme» d'une «réorientation de la production». Mais, dit Serge Latouche, «nous serons morts bien avant». Certes, en dépit de la forte nécessité, on ne supprimera pas du jour au lendemain tous les poids lourds qui transportent nos surconsommations, il faudra du temps pour relocaliser la production, les échanges les modes de vie. *[Harribey dit-il autre chose? Latouche ne cherche-t-il pas ici à inventer des désaccords? L'un et l'autre pensent qu'il faut prévoir des étapes. Pour ma part, j'invite depuis longtemps à ressortir l'idée d'une planification démocratique].*

D'ailleurs, faudra-t-il plus de travail, ou moins de travail? La réponse n'est pas évidente, différents facteurs jouent dans des sens opposés.

En tout état de cause, un des impératifs de la construction d'une société de décroissance devrait être d'offrir des emplois salariés productifs à tous ceux qui le désirent. D'ailleurs, il est possible que, dans un premier temps au moins, on soit amené à accroître la production du fait de la demande ciblée de produits et de tous les métiers nécessaires à l'organisation d'une société de décroissance. *[Voilà qui met tout le monde d'accord].* Lester Brown cite neuf secteurs à développer : construction d'éoliennes et de turbines, production de cellules photovoltaïques, bicyclette, production d'hydrogène et de moteurs correspondants, construction de métros légers, agriculture biologique, reforestation.

Le droit du travail doit être maintenu et renforcé. Mais la question centrale est celle du travail comme «valeur» dans la société. On assiste actuellement à la réactivation surréaliste de l'idéologie travailliste *[Nicolas Sarkozy s'en faisant le champion].* Il faut redonner sens au temps libéré. «A force de monétariser, de professionnaliser, de transformer en emplois les rares activités d'autoproduction et d'auto-service que nous assurons encore nous-mêmes, se demande André Gorz, ne réduit-on pas, jusqu'à l'anéantir, notre capacité à nous prendre en charge nous-mêmes, sapant ainsi les fondements de l'autonomie existentielle, mais aussi les fondements de la société vécue et du tissu relationnel?» Multiplier les emplois de services pour lutter contre le chômage est une fausse bonne idée *[là, je ne suis pas d'accord : le chômage est aujourd'hui si déstructurant qu'il faut absolument le réduire, vite, et les emplois de services, les crèches par exemple, doivent être multipliés ; sans aller, c'est vrai, jusqu'à la création d'une nouvelle domesticité].*

L'investissement ne peut plus avoir pour but la croissance de l'économie, mais seulement la décroissance, au profit de l'expansion des activités qui ne sont pas régies par la recherche du rendement et du gain. Des politiques en ce sens doivent être engagées à l'échelle d'un «espace éco-social» européen.

Désaliéner le travail pour économiser les ressources. Jean-Marie Harribey

La critique radicale de la marchandise et de son fétichisme, par laquelle Marx ouvre *Le Capital*, contient, en germe, la critique antiproductiviste qui naîtra véritablement un siècle plus tard.

Jean-Marie Harribey analyse les liens entre travail, richesse et valeur.

Il note en particulier que la socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre en contradiction ouverte avec leur appropriation privée. Mais cela n'infirme pas, contrairement à ce que certains théoriciens de la « nouvelle économie » pensent, la théorie de la valeur de Marx, bien au contraire : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Au point qu'on entrevoit la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement, parce qu'ils ne valent rien ou presque.

Seul le travail produit de la valeur nouvelle. Les ressources naturelles sont des richesses. Elles n'acquièrent éventuellement de la valeur économique que par l'intervention du travail humain. Elles ne créent pas elles-mêmes de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et de valeur nouvelle par le travail. Si, en dehors de tout usage, on

fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique ou au politique.
La **réduction du temps de travail** doit agir dans plusieurs directions : réduire le chômage ; réorienter le partage du revenu global en faveur des travailleurs ; utiliser les gains de productivité à autre chose que produire toujours davantage de marchandises ; transformer l' «imaginaire» (Castoriadis); supprimer le clivage entretenu par le capitalisme entre les «insérés» et les «assistés».
Qu'est-ce qui influence le choix d'affecter les gains de productivité plutôt à la croissance économique ou à la RTT? comme il n'y a pas de loi économique qui s'imposerait naturellement, il s'agit d'un choix de société,donc d'un choix politique, qui en fin de compte dépend du rapport de forces entre les classes sociales.
A moyen et long terme, la réorientation de la production, des choix énergétiques, des modes de transport et des normes de consommation sera inévitable. La réappropriation sociale des moyens de production retrouve un sens, au même titre que l'extension d'une sphère non marchande pour juguler l'emprise du profit. Reste alors entière la question des transitions. Penser et organiser les transitions est indispensable. Il faut réussir le rapprochement entre le social et l'écologie. Il ne faut pas nier, comme un certain courant de l'écologie, l'importance de la socialisation de la richesse permise par l'existence d'un système de production sociale et de services non marchands.

Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme. André Gorz

La décroissance est une bonne idée : elle indique la direction dans laquelle il faut aller et invite à imaginer comment vivre mieux en travaillant moins et autrement. Mais cette bonne idée ne peut pas trouver de traduction politique : aucun gouvernement, aucun des acteurs économiques ne l'accepterait. La décroissance provoquerait une dépression économique sévère, voire l'effondrement du système bancaire mondial.
Le capitalisme s'enfonce depuis vingt ans dans une crise sans issue.
Le volume du «travail productif» diminue dramatiquement (si on considère comme productif seulement le travail qui accroît un capital parce que celui qui le fournit ne consomme pas la totalité de la «valeur» qu'il a produite. Les services aux personnes sont improductifs de ce point de vue, ils occupent 55% de la population active aux Etats-Unis). La population directement «capital-productive» représente probablement moins de 10% de la population active des pays développés. Plus de 25 % de l'activité économique mondiale est assurée par 200 multinationales qui emploient 0,75 % de la population active mondiale.
Les bénéfices record que réalisent les gagnants masquent le fait que, globalement, la masse des profits diminue. Pour se reproduire et s'accroître, le capital recourt de plus en plus à l' «industrie financière» qui ne produit rien, gonflant des bulles spéculatives (notamment immobilières).
L'impression que l'économie jouit d'une abondance de liquidités est due en réalité à une croissance des dettes.
Le capitalisme travaille à sa propre destruction en développant les outils d'une sorte d'artisanat high-tech qui permettent de fabriquer à peu près n'importe quels objets à trois dimensions avec une productivité très supérieure à celle de l'industrie et une faible consommation de ressources naturelles. *[Je ne suis pas André Gorz sur ce point. JPA].*
Le monde dit sous-développé ou « en voie de développement » ne sauvera pas le capitalisme ni ne se sauvera lui-même par une industrialisation créatrice de plein-emploi.
Bien sûr, l'utopie de l'autoproduction communale coopérative n'est pas immédiatement réalisable sur une grande échelle. Mais elle contribuera à changer notre regard sur ce qui est, en illustrant ce qui peut être.

André Gorz, ou le refus de la domination du travail. Françoise Gollain

Article très riche, présentant la pensée d'André Gorz. *(Extraits)*
Tandis que l'actuelle équipe au pouvoir s'attaque au dispositif, même critiquable, des 35 heures et incarne parfaitement notre « société de travail », qui abolit massivement le travail mais le perpétue en même temps comme norme et obligation pour mobiliser les individus à des coûts de plus en plus réduits, Gorz continue de rappeler que le temps, celui de la vie, vaut en soi et non par sa productivité.
L'utopie – présente dans certains textes de Marx et reprise par le mouvement ouvrier – de la coïncidence du travail fonctionnel et de l'activité personnelle, et partant d'une appropriation véritable dut travail, est irréalisable à l'échelle des grands systèmes.
«Le communisme, ça n'est ni le plein emploi, ni le salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail emploi, du travail marchandise» [Gorz, *L'écologie politique, une éthique de la libération*.]
La connaissance devrait être traitée comme un bien universel. Gorz est favorable à l'«allocation universelle et inconditionnelle d'un revenu de base cumulable avec le revenu d'un travail». *[l'allocation universelle, n'est-ce pas le RMI?].*
Gorz se pose aujourd'hui le problème de la jonction entre d'une part l'écologie radicale, ceux qui mettent en avant la destruction des ressources naturelles, des sociétés et des cultures, et, d'autre part, l'anticapitalisme passant par une critique de la valeur ou, dit autrement, ceux qui s'intéressent à la mutation/ crise du capitalisme.

L'effacement du travail, une approche anthropologique. Geneviève Decrop

«S'il m'est apparu nécessaire de m'appesantir sur les racines du séculaire mépris du travail dans notre civilisation, et en particulier sur ses racines chrétiennes, c'est que j'ai la conviction que le projet de la décroissance ne fera pas l'éco-

nomie d'un débat de fond avec la culture chrétienne, non seulement parce qu'elle a sa part de responsabilité dans les menaces qui pèsent sur le monde, mais aussi parce qu'elle peut fournir les ressources pour les penser et les affronter, tout autant et sinon plus que d'autres traditions qui n'ont jamais coupé le lien de l'homme avec la nature».

Activité humaine ou travail inhumain. **Mauricio Pallante**

Si quelqu'un produit directement les légumes dont il nourrit sa famille, il ne fait pas partie des forces de travail : *il ne travaille pas*. Cela paraît incroyable, mais c'est ainsi. Tout l'appareil des moyens de communication de masse est mobilisé pour faire croire que le passage de l'autoproduction d'un bien à l'acquisition d'une marchandise constitue un progrès. On a introduit des taxes dans les pays coloniaux pour obliger les autochtones à abandonner la production de biens ne procurant pas l'argent nécessaire pour les payer et les contraindre à produire des marchandises générant un revenu monétaire – une transformation qui non seulement détruisait leur culture, mais aussi leur environnement, dont le richesse biologique était réduite du fait du passage de l'autoconsommation à la monoculture agro-industrielle.
On croit généralement que la croissance économique est indispensable pour faire croître l'emploi. Faux ! Entre 1960 et 1998, en Italie, le PIB à prix constant a plus que triplé, passant de 423 828 à 1 416 055 milliards de lires, la population a augmenté de 16%, mais le nombre d'emplois est resté constant, autour de 20 millions. Si l'on mettait au centre de la politique économique nationale (italienne) la restructuration des bâtiments existants pour ramener leur consommation d'énergie aux normes en vigueur en Allemagne, on économiserait entre 50% et 70% des ressources fossiles actuellement utilisées pour le chauffage, ce qui représente environ un tiers des importations. Ce qui se traduirait par une baisse du PIB, et une forte augmentation de l'emploi dans les secteurs technologiques qui renforcent l'efficacité énergétique de la construction.
La diminution de la pollution fait diminuer les coûts d'assainissement, et donc comporte une décroissance, mais elle nécessite de nouvelles technologies et de nouveaux savoir-faire.
La micro-cogénération réunit les deux aspects de la décroissance : la sobriété, et l'autoproduction d'énergie pour l'autoconsommation.

La dégradation du travail productif. **Paul Ariès** *(Extraits)*

Nous sommes à des années-lumière du carcan de l'amour du travail bien fait: il ne rend en effet heureux qu'un salarié sur quatre.
En un siècle, le temps de travail a été divisé par deux : compte tenu de l'espérance de vie, nous y passons 10% de notre vie éveillée.
Jeremy Rifkin a raison d'annoncer la fin du travail *[Est-ce si sûr? Une bonne partie du travail est transférée dans les pays à bas salaires. Et l'automatisation, la robotisation, consomment de l'énergie, alors que les sources fossiles se tarissent. Voir aussi plus haut]*, mais Robert Castel n'a pas tort de lui opposer l'augmentation sans précédent du nombre de salariés (80% de la population active).
Georges Friedmann avait bien vu les choses: la division du travail sert d'abord à séparer l'homme – le travailleur – de son humanité. Il faut relire *La direction scientifique des entreprises* (1912) de Taylor pour redécouvrir ce que l'on a volontairement refoulé.

La supercherie de l'«externalisation des tâches domestiques». **Sandrine Rousseau** *et* **François-Xavier Devetter**

Pour le gouvernement, les «services à la personne» constituent un gisement d'emplois.
A côté des services de garde d'enfants et d'assistance aux personnes âgées, les femmes de ménage représentent au moins un tiers des emplois attendus.
Or, la logique de défiscalisation des plus aisés, qui accompagne ces emplois, est très critiquable ; mais les incitations à la création d'emplois dans ce secteur sont négatives sur bien d'autres aspects.
L'activité de ménage à domicile est marquée par une dévalorisation très forte. Et il s'agit d'un travail pénible, faiblement rémunéré, précaire, marqué par l'isolement et des contraintes temporelles excessives.

Entropia, revue d'étude théorique et politique de la décroissance (Abonnement annuel, deux numéros, 26 euro)
31, rue de Brest, 69002 Lyon

Entre nous…

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.
Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.
Plus que jamais, il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes…
Des militants exceptionnels, par leur action et leur pensée, ont illustré ses pages : Robert Louzon, Rosmer, Maurice Chambelland, Roger Hagnauer, Simone Weil, Robert Debré, les Cornec, Jacques Ruffié, Albert Memmi… C'est grâce à vous tous que la RP peut continuer à vivre. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

La RP

LIVRES

Une jeunesse difficile.
Portrait économique et social de la jeunesse française

Etude coordonnée par Daniel COHEN, avec la collaboration de L. ARRONDEL, Ch. BAUDELOT, R. ESTABLET, F. ETILE, D. GOUX, M. GURGAND, A. MASSON, E. MAURIN, C. NOUVEAU - Préface de Marcel BOITEUX

Coll. du Centre pour la recherche économique et ses applications. Ed. ENS, rue d'Ulm - Presses de l'Ecole Normale Supérieure (236 p., 12 euros)

Economistes, démographes, sociologues ont collaboré à cet ouvrage indispensable, clair, animé par l'esprit d'objectivité. Il étudie l'état d'une jeunesse en panne d'avenir et, notamment les problèmes qui se posent pour elle après l'Ecole élémentaire : la démocratisation du secondaire et des inégalités salariales, l'insertion professionnelle et – champ d'étude plus récent – des solidarités publiques et familiales. L'insertion, hier pratiquée entre 20 et 25 ans, est aujourd'hui plus tardive et se complique de la précarité de l'emploi. La dépendance familiale, dans ces conditions, s'accroît. Comment ménager aux générations qui montent la place qui leur revient, mais aussi la possibilité de s'épanouir dans une démocratie qu'il est urgent d'améliorer.

Un essai passionnant qui privilégie les faits à l'idéologie économique dans le vent. Il enrichit la réflexion et les propositions sur le long terme, dépassant les solutions conjoncturelles. Un excellent mode d'emploi de l'avenir.

Les bataillons scolaires – 1880-1891
L'éducation militaire à l'Ecole de la République

Par Albert BOURZAC

Collection « Espaces et temps du sport ». Ed. L'Harmattan (350 p., 30 euros)

« La France, depuis 1870, s'appelle désormais la République française », note Maurice Agulhon (Histoire de France, Ed. Hachette).

L'écrasement de la Commune, la défaite du pays, la perte de l'Alsace-Lorraine, la chute de Thiers (l'Assemblée faillit restaurer la royauté), la période de l'Ordre moral, l'adoption de la *constitution* de 1875 qui fonde la République (l'amendement Wallon est voté à *une* voix de majorité), la crise du Seize Mai 1877 qui conduit Mac Mahon à se soumettre, marquent les débuts difficiles d'un régime qui, pourtant s'affirme et dure jusqu'en 1940. Il s'appuie sur des valeurs communes : Patrie – Nation – République ; l'œuvre scolaire ayant pour dessein de former les citoyens instruits et des producteurs dont la nouvelle société industrielle a besoin.

C'est dans ce contexte où s'affrontent Républicains et partisans de l'ordre ancien, mais quasiment tous « les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges », que sont créés, par décret, le 6 juillet 1882, les bataillons scolaires.

Albert Bourzac, successivement instituteur, professeur et inspecteur, nous relate avec précision et sens critique une péripétie oubliée, caractérisée par une idéologie qui conjugue étrangement émancipation et enrôlement. Seront hostiles aux « pantalonnades des bambins », aussi bien l'extrême gauche antimilitariste qu'une opinion cléricale qui refuse que « la guerre » lui vole sa jeunesse.

Une documentation et une bibliographie particulièrement riches complètent cette étude originale qui nous engage à découvrir un passé oublié où l'on confondait allégrement

Histoire, leçons de morale… et de gymnastique.
Les Grecs et nous

Par Marcel DETIENNE

Collection « Pour l'Histoire ». Ed. Perrin (214 p., 19 euros)

« Notre Histoire commence avec les Grecs », affirmait péremptoirement Ernest Lavisse, dans ses fameux manuels… Voire… ou alors quelle Histoire ? Celle d'un roman national républicain qui opposerait Athènes, cité *miraculeuse* où seraient nées la *Raison*, la *Démocratie* et la *Civilisation*, déjà prêtes à éclairer de leurs rayons tous les Barbares !

Marcel Détienne, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes de Paris, interroge cette vision classique et largement mythique du récit occidental. Son livre superbe *« invite à faire entrer les sociétés anciennes dans le champ volontairement expérimental à l'échelle d'un monde qui reconnaît de mieux en mieux la variabilité culturelle. »*

Sa pensée à la fois rigoureuse et nomade entraîne dans un fabuleux voyage, des Amériques au Japon, de la Nouvelle Calédonie à l'Histoire romaine, pour établir les relations *« entre l'Œdipe de Thèbes et nos identités nationales. »*

Une telle anthropologie comparée, étincelante, ouvre une question : *« comment se fabrique du politique ? »* y compris celui qui, pour le meilleur et le pire, gouverne encore à notre insu nos esprits. La méthode de Marcel Détienne pulvérise les idées reçues, pourfend *« la bêtise de tout ce qui se dit et se croit incomparable »*, pour mieux appréhender l'univers qui vient et mesurer la surprenante proximité du lointain dans l'espace et le temps, afin de garder les yeux ouverts sur la cité améliorée que nous souhaitons.

Un si fragile vernis d'humanité
Banalité du mal, banalité du bien

Par Michel TERESTCHENKO

Ed. La Découverte (304 pages, 26 euros)

L'humanisme produit le discours le plus répandu. Des épithètes très divers lui sont accolés : *chrétien, athée, libéral, socialiste, maçonnique*… que sais-je ? et même *laïque* !

L'égoïsme psychologique de La Rochefoucauld le nie : *« l'amour-propre, c'est-à-dire l'amour de soi-même et de toutes choses pour soi, gouverne seul les hommes ».*

Il motive la recherche de la gloire, explique les horreurs ainsi que les actes de générosité.

Ce pessimisme radical semble conforté par la démonstration de Hannah Arendt qui souligne la banalité du mal. Les bourreaux sont souvent des hommes ordinaires.

L'auteur, dans cette enquête décrit plutôt, sans angélisme, la banalité du bien et suggère que celui-ci s'exerce lorsque des personnes, par leur éducation, leur affectivité ou leur engagement ont acquis une *présence à soi*. Le tortionnaire, au contraire, d'une certaine manière, *s'oublie*, pour se conformer au dressage souhaité et imposé par le tyran.

M. Térestchenko décrit l'attitude de Frans Stangl, le commandant de Treblinka et celle d'André et Magda Trocmé de Chambon sur Lignon. Le premier assassine les Juifs. Les seconds les sauvent. Tous, étrangement, répondent de la même façon, qu'*ils n'ont pu faire autrement*. Mais les mêmes mots livrent des réalités fort différentes. Ce n'est pas toujours par intérêt qu'on tue ou qu'on torture, ni par pure générosité qu'on se refuse à l'abjection. La résistance à l'autorité, les motivations éthiques, politiques, spirituelles, ainsi que la personnalité altruiste se construisent.

J. M.

POUR UNE UNION SOCIALISTE

Depuis plus de 80 ans existe notre revue. Sous des aspects différents : format, pagination, rythme de parution, tantôt mensuelle, puis, comme maintenant, trimestrielle. Elle a véhiculé une «certaine idée» du syndicalisme et des luttes sociales. Modestement mais régulièrement, dans des conditions souvent très difficiles, elle a continué sa route.

S'agit-il d'un « miracle » ? Nous n'y croyons pas. Nous voulons tout simplement y voir une preuve de ce qu'il est possible de réaliser grâce à la fidélité à un projet lorsque ce projet est approuvé et reconnu. Ce projet c'est celui que proposèrent les fondateurs de notre RP avec Pierre Monatte qui regroupa des soutiens toujours efficaces parmi les militants.

Mais la fidélité des lecteurs, la qualité de leur adhésion ne sauraient se maintenir si la revue ne tentait pas de s'adapter à des circonstances en permanente évolution.

C'est ainsi qu'en ce mois de juin 2007 nous assistons à une difficile mais nécessaire remise en ordre des idées, des orientations qui influencent les conditions dans lesquelles évolue maintenant le «mouvement social». Dans ce contexte, les *«Amis de la RP»* procèdent, dans la diversité de leurs appartenances personnelle, à une analyse de la situation nouvelle.Ils concluent, en fonction de leurs connaissances acquises, de leurs expériences des échecs passés, à la nécessité de lancer, sans tarder, un mouvement tendant à la rénovation du mouvement socialiste.* Pour y parvenir il faut établir un plan réaliste de « mise en œuvre ». C'est à cela que *La RP* doit s'attacher.

Il faut que, avec tous ceux qui peuvent partager cette idée de projet rénovateur, nous rassemblions, dans un premier temps, les suggestions pour réaliser une «feuille de route» convenant à tous. Dans un deuxième temps, nous diffuserions, le plus largement possible, cette invitation à la réflexion pour déboucher sur une sorte de Conférence des Socialistes. Imaginons pour cela quelque chose comme un carrefour permanent de rencontre des militants, dont les ordres du jour seraient très librement établis par les participants eux-mêmes.

L'objectif étant de faire se parler des partisans d'une Union socialiste pour qu'ils agissent dans ce but au sein de leur organisation, dans le respect de ses statuts et de ses engagements.

Jacques FAURE

* Le mouvement socialiste doit être redéfini : selon nous il doit comprendre les organisations politiques qui s'en réclament mais également celles qui de tradition travaillent à «l'amélioration du cadre de vie» des travailleurs : coopératives, mutuelles, associations que le libéralisme s'est employé à dévoyer de leurs buts initiaux.

Abonnements – Réabonnements

Pensez à vous réabonner (23 •), offrez un abonnement à un ami.

Adressez-nous des articles : témoignages, expériences, recherches, notes de lecture...

Nom…….…… *Prénom*…..……

Adresse…….....

Pour l'abonnement, je règle : **23 •**

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : …… •

Total : _____ •

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des *Amis de la Révolution Prolétarienne*

CCP : 8044 64 Y PARIS, adressé à *Jean Moreau, 26, rue des Rosiers, 75004 PARIS*